

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 41 (2014)
Heft: 3

Artikel: "Ce sont toujours les autres qui sont trop nombreux"
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911817>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Ce sont toujours les autres qui sont trop nombreux»

L'approbation de l'initiative contre l'immigration de masse met la politique suisse sous pression. Ses conséquences sont les plus graves depuis les vingt dernières années car elle remet en question le consensus minimal de politique européenne fonctionnant jusqu'à présent en Suisse. Et bientôt, la Suisse fera face à une autre initiative sur l'immigration, encore plus radicale.

Par Jürg Müller

«On ne peut pas laver la peau du mouton sans mouiller la laine.» En citant ce vieux proverbe en mars 2014 lors des débats du Conseil national sur la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, le président du groupe parlementaire UDC Adrian Amstutz a parfaitement décrit la situation et admis ainsi indirectement que depuis la votation de la nouvelle disposition constitutionnelle le 9 février, la Suisse est confrontée à de colossales difficultés en matière de politique intérieure et européenne. En effet, indépendamment de la concrétisation de la future politique suisse d'immigration, les relations de la Suisse avec l'Union européenne sont mises à l'épreuve.

Le consensus minimal actuel entre presque toutes les forces politiques en Suisse sur la voie bilatérale s'effrite. Depuis le refus du peuple d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE) en 1992, la voie bilatérale était la solution royale de la politique européenne helvétique. Même l'Union démocratique du centre (UDC), qui faisait traditionnellement preuve d'un grand scepticisme à chaque rapprochement de la Suisse avec l'UE, avait fondamentalement approuvé cette politique. Pendant la campagne de votation pour l'initiative contre l'immigration de masse, elle n'a d'ailleurs pas remis en cause les accords bilatéraux et, officiellement, elle est toujours de cet avis. Martin Baltisser, secrétaire général de l'UDC, pense que les relations avec l'UE doivent être réglées par la voie bilatérale mais que tout dépend du contenu réel des accords.

Les accords bilatéraux attaqués sur deux fronts

Il est toutefois évident qu'aux yeux de l'UDC, la voie bilatérale ne jouit plus de la plus haute priorité. La droite veut tirer profit de la dynamique lancée et déterminer à sa guise le cours de la politique européenne. Elle est pour cela tout à fait prête à risquer d'autres dommages dans les relations avec l'UE. Le président du groupe parlementaire UDC n'a laissé planer aucun doute à ce sujet lors des débats du Conseil national en mars: «Si je peux choisir entre la poursuite d'une immi-

gration démesurée qui nuit à ce pays et les accords bilatéraux, je choisis de protéger ce pays, point.»

Selon l'analyse VOX, dans laquelle l'institut gfs.bern analyse scientifiquement les votations, la majorité des partisans de l'initiative de l'UDC savaient pertinemment que son approbation pouvait menacer les accords bilatéraux. Les électeurs ayant voté en sa faveur ont donc accordé une plus grande importance au contrôle autonome de l'immigration qu'à une relation ordonnée avec l'UE. Cette analyse révèle que la voie bilatérale soutenue lors de toutes les précédentes votations est désormais controversée au sein de la population.

L'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) souffle sur les braises. Elle veut supprimer les accords bilatéraux et régler les relations avec l'UE uniquement par le biais d'accords de libre-échange. Pirmin Schwander, président de l'ASIN et conseiller national UDC, écrit sur le site web de son organisation que les «Accords bilatéraux 1» et les «Accords bilatéraux 2» doivent être remplacés par un meilleur accord de libre-échange et que l'ASIN ne veut plus d'accords

bilatéraux contraires à l'intérêt de la Suisse. Il souhaite également rompre avec les mesures préjudiciables des Accords bilatéraux 1 et 2 – en clair la libre circulation des personnes et Schengen/Dublin – qui, selon lui, accélèrent l'adhésion à l'UE, voire sont explosives, et nuisent non seulement à la démocratie directe, mais aussi à l'économie nationale. Le directeur de l'ASIN, Werner Gartenmann (UDC), a confirmé que son organisation travaillait au lancement d'une initiative populaire pour un simple accord de libre-échange, dont elle est en train de peaufiner le contenu. Pour lui, les résultats du 9 février ont explicitement ouvert un débat de principe sur l'UE. C'est également ce que constatent les partis de l'autre côté de l'échiquier politique, comme le Parti socialiste (PS) et les Verts, qui se montrent encore plus résolus qu'avant à poursuivre le rapprochement avec l'UE et n'excluent pas une adhésion.

Des forces centrifuges de plus en plus fortes

Les socio-démocrates avaient déjà inscrit au programme de leur parti en 2010 leur sou-

hait d'entamer rapidement des négociations d'adhésion avec l'UE. Mais ils n'ont jamais vraiment suivi de stratégie offensive, notamment du fait du scepticisme ambiant. Le président du groupe parlementaire socialiste Andy Tschümperlin rappelle le point de vue de la direction de son parti, dont l'objectif primordial est d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse de telle sorte que les accords bilatéraux en place et leur évolution ne soient pas remis en question. En cas d'échec, le peuple doit pouvoir se prononcer sur l'avenir des relations avec l'Europe. Le PS demande que toutes les options de politique européenne soient examinées. Andy Tschümperlin exige que le Conseil fédéral présente dans une analyse comparative les éventuelles répercussions d'une adhésion à l'UE et de la poursuite de la voie bilatérale, avec ou sans nouvelle solution institutionnelle.

Les forces centrifuges au sein des partis de gouvernement se sont donc considérablement renforcées: l'UDC se distancie encore plus franchement de l'UE alors que le PS n'exclut plus l'adhésion, et la plupart des

L'engrenage du système politique est grippé

Rares sont les pays où le peuple participe autant qu'en Suisse à la vie politique nationale. Le modèle de démocratie directe est une réussite. Toutefois, l'évolution de la fonction et du rôle des initiatives populaires révèle que le système politique de la Suisse fonctionne moins bien aujourd'hui qu'avant.

En politique, les initiatives populaires sont un «marché de croissance», dont l'activité est particulièrement florissante actuellement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: depuis l'introduction de l'initiative populaire en 1891, 423 initiatives ont été lancées. Actuellement, neuf initiatives sont au stade de la récolte des signatures et 20 autres sont sur la table du Conseil fédéral et du Parlement ou déjà prêtes à être soumises au peuple. Depuis 1891, 189 projets ont fait l'objet d'une votation, mais seulement 21 ont été acceptés par le peuple. Et voici les chiffres les plus intéressants: au cours des 100 premières années, entre 1891 et 1990, seules neuf initiatives ont obtenu la majorité alors qu'on en compte 13 depuis 1990.

Depuis 25 ans, la probabilité qu'une initiative populaire soit approuvée par le peuple est donc bien plus élevée qu'avant. Il n'y a aucune explication claire et incontestée à cela. Silja Häusermann, professeure de sciences politiques à l'Université de Zurich, observe que jusqu'au début des années 90, les initiatives populaires étaient surtout utilisées par la gauche pour s'opposer en tant que minorité au bloc des partis bourgeois alors encore plus ou moins fermé. Elles n'obtenaient pas souvent la majorité, mais c'était un moyen d'introduire de nouvelles idées dans la politique. Dans bien des cas, même des initiatives ayant échoué ont déclenché des débats, et parfois même des processus de réforme, qui aboutirent après plusieurs tentatives.

Aujourd'hui, les initiatives ne sont plus l'apanage de la gauche et des Verts. Les institutions et partis bourgeois et de droite, en particulier l'UDC et les organisations dont elle est proche, y recourent également. Elles sont aussi souvent utilisées comme instruments de marketing dans les campagnes électorales afin d'exploiter l'indignation publique ou d'imposer des intérêts particuliers.

Un système paradoxal

Les initiatives populaires sont souvent difficilement applicables, surtout si elles ne sont pas compatibles avec d'autres principes constitutionnels ou avec le droit international. Ce qui cause l'indignation des initiateurs: l'UDC fait pression avec ses «initiatives de mise en œuvre», elle menace aussi d'y faire appel pour l'initiative contre l'immigration de masse. Cette obstination à appliquer au pied de la lettre torpille la culture politique éprouvée de l'équilibre et du compromis, dont la Suisse est si fière.

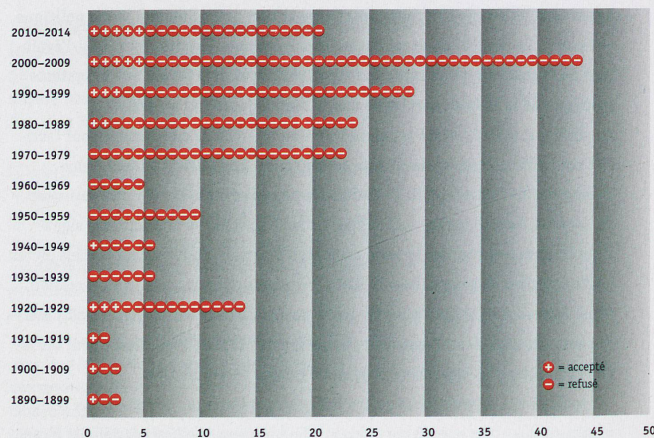
Silja Häusermann y voit une sorte de paradoxe: l'utilisation toujours plus fréquente des outils de démocratie directe est un signe que le système politique de la Suisse fonctionne moins bien. En effet, notre démocratie est basée sur le consensus. À l'origine, les droits du peuple avaient un «effet préventif»: les acteurs politiques devaient trouver des compromis solides afin de ne pas avoir à recourir à des référendums ou initiatives. Silja Häusermann pense que l'engrenage de ce mécanisme fragile est aujourd'hui grippé et que cela est dû à la polarisation des partis et à la compétition plus vive qu'ils se livrent aujourd'hui entre eux.

JÜRIG MÜLLER

Méti-méto de titres d'initiatives populaires



Initiatives populaires ayant été soumises au vote (état en juin 2014)



autres partis essaient de défendre la voie bilatérale, si mise à mal. Le gouvernement se retrouve dans une situation des plus confortables. La nouvelle disposition constitutionnelle oblige le Conseil fédéral et le Parlement à introduire dans un délai de trois ans un nouveau système d'autorisation pour tous les étrangers, qui limite l'immigration par des plafonds et des contingents.

Reste à savoir dans quelle mesure, le cas échéant, cette exigence est conciliable avec l'accord sur la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral veut présenter d'ici à la fin du mois de juin prochain un concept de mise en œuvre et les propositions doivent être rendues d'ici à la fin de l'année dans des articles de loi, qui seront alors mis en consultation. Tout l'art consistera à introduire des contingents sans pour autant enfreindre le principe de libre circulation des personnes. Parallèlement à ce processus de politique intérieure, la Suisse mène des pourparlers avec l'Union européenne.

Entrée en scène d'Ecopop

L'application de l'initiative est un véritable casse-tête pour les acteurs politiques, mais elle n'est pas la seule. En effet, l'UDC a déjà menacé de lancer une initiative de mise en œuvre si cette application ne va pas dans son sens et une autre initiative sera bientôt soumise aux électeurs, celle d'Ecopop intitulée «Halte à la surpopulation – Oui à la préservation durable des ressources naturelles». La votation est prévue pour novembre 2014.

Concrètement, cette initiative demande que la part de l'accroissement de la population résidant de manière permanente en Suisse et attribuable au solde migratoire n'excède pas 0,2 % par an sur une moyenne de trois ans. Cela correspondrait à une immigration nette de 16 000 personnes seulement, au lieu des 80 000 aujourd'hui. Les dispositions transitoires de l'initiative spécifient sans équivoque que les traités internationaux qui contreviennent aux objectifs devront être modifiés ou dénoncés. L'initiative d'Ecopop est donc nettement plus radicale que celle de l'UDC approuvée en février. Elle inscrit des chiffres précis dans la Constitution et laisse une marge de manœuvre encore plus étroite dans les négociations avec l'UE. La libre circulation des personnes n'aurait plus la moindre chance.

Ecopop (ECOlogie et POPulation), est une association aux multiples facettes qui s'adresse à des groupes fort divers, qu'ils soient détracteurs de la croissance ou hostiles aux étrangers. Ecopop se considère comme une organisation environnementale politiquement indépendante qui s'intéresse aux questions liées à la population. Elle indique sur son site internet que son objectif vise à «préserver les ressources naturelles et la qualité de vie en Suisse et dans le monde pour les générations à venir. Ecopop agit depuis plus de 40 ans contre la surpopulation et son impact sur l'environnement». Il n'est pas possible de classer clairement cette organisation dans un courant politique. Elle a certes été créée à l'époque des initiatives



«contre l'emprise étrangère» lancées par James Schwarzenbach, mais elle a rejeté les initiatives de son «Action nationale» dans les années 70 et 80. Au début, le président de l'Action nationale, Valentin Oehen, était actif à Ecopop, tout comme Anne-Marie Rey, conseillère socialiste au Grand Conseil de Berne, engagée pour les droits de la femme.

L'association est aujourd'hui bien consciente que l'orientation de son programme attire aussi des groupes jugés peu fréquentables. C'est bien pourquoi, son site internet précise: «Ecopop se démarque catégoriquement de théories xénophobes et racistes (...) et souhaite aider tous les êtres humains indépendamment de leur nationalité à mener une existence digne aujourd'hui comme demain.»

Ecopop, des «écologistes inquiétants»?

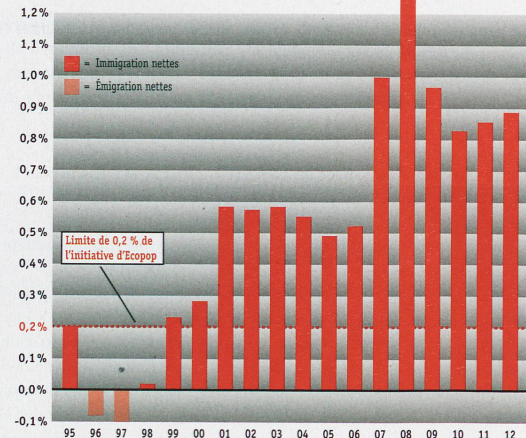
Mais, en pratique, cette délimitation de l'extrême droite n'est pas si claire. Dans «Schweizerzeit», le journal d'Ulrich Schlürer, ancien conseiller national à la droite de l'UDC, Ecopop a pu insérer un article contenant un appel à soutenir son initiative. Pendant la récolte des signatures, les initiateurs ont également pu compter sur la très à droite ASIN, qui a distribué des formulaires de signature à ses membres. Lors de cette étape, Ecopop a aussi bénéficié du soutien officiel des démocrates suisses (DS), d'un parti d'extrême droite et de l'organisation qui a succédé à l'Action nationale. Les DS avaient lancé en 2011 leur propre initiative contre l'emprise étrangère. Mais comme la

récolte des signatures ne s'était pas très bien déroulée, leur comité central avait décidé à l'été 2012 de laisser de côté leur initiative et de soutenir activement celle d'Ecopop, jugée plus prometteuse.

Le lien entre les objectifs de protection de la nature et l'immigration n'est pas nouveau. Une idéologie à la fois réactionnaire et écologique avait déjà vu le jour dans les années 1930. Balthasar Glättli, conseiller national zurichois des Verts, mène actuellement des recherches pour un livre qui s'intitulerait «Unheimliche Ökologen» (Ces écologistes inquiétants) et a découvert, dans le cadre de son travail, des «racines inquiétantes», notamment des liens entre les défenseurs de la nature, les politiques démographiques et les eugénistes – représentants d'une science qui part du principe que les hommes dont le patrimoine génétique est souhaitable ou jugé positif peuvent se reproduire alors que la reproduction des hommes dont le patrimoine génétique est considéré négatif n'est pas souhaitable et doit être empêchée.

Dans ce contexte, le passage de l'initiative d'Ecopop portant sur le contrôle des naissances dans le tiers monde pose question. Dans une deuxième partie portant sur la politique de développement, l'initiative demande que la Suisse affecte 10 % des moyens de la coopération au développement à des «mesures visant à encourager la planification familiale volontaire». Urs Schwaller, conseiller aux États PDC, qualifie de colonial ce point de vue sur la planification familiale

Immigration et émigration en Suisse, en %



«Combien d'habitants la Terre peut-elle supporter?» Les initiateurs d'Ecopop ont posé cette question sur leur affiche lors de la remise des signatures de l'initiative le 12 novembre 2012 à Berne

dans les pays en développement. Les organisations de politique de développement critiquent aussi sévèrement cette exigence. D'après elles, Ecopop ignore les causes structurelles de la croissance de la population. Comme on le sait aujourd'hui, les taux de natalité élevés sont avant tout liés à la pauvreté, le grand nombre d'enfants étant vu comme une garantie pour sécuriser l'existence. C'est pourquoi il faut d'abord encourager la formation des jeunes filles et des femmes pour réduire la taille des familles et la croissance de la population. Dans un entretien à la «Neue Zürcher Zeitung», Shalini Randeria, professeure d'anthropologie et de sociologie du développement à Genève, a analysé sans détours les revendications comme celles d'Ecopop: «Ce sont toujours les autres qui sont trop nombreux: les pauvres, les étrangers. (...) Il n'est jamais question uniquement de chiffres, mais toujours de savoir qui a le droit de se reproduire et qui ne l'a pas.» Elle pense que la question démographique est indissociable de l'utilisation des ressources car les «habitants de New York consomment en une journée plus d'énergie que tout le continent africain».

L'initiative Schwarzenbach en 1979 portait aussi sur l'immigration et la protection de la nature. Le bétonnage excessif de la Suisse était déjà dénoncé à cette époque. L'UDC, qui avait fait de l'immigration son thème de prédilection, avait commencé par argumenter avec les abus de l'aide sociale et la criminalité, avant de découvrir l'écologie dans la dernière ligne droite de la cam-

pagne de votation et d'afficher des paysages bétonnés.

Un défi pour les Verts, et pour l'UDC

Les Verts, en particulier, font face à un défi. Leur direction se prononce résolument contre l'initiative d'Ecopop et veut jouer un rôle majeur dans la campagne. Selon Regula Rytz, coprésidente des Verts, la réponse ne réside pas en une politique démographique restrictive mais en une réduction de notre empreinte écologique. Néanmoins, l'opinion de la base des Verts n'est pas encore claire. Ce parti compte encore des représentants actifs à Ecopop: Andreas Thommen, ancien président en Argovie, siège au comité de l'association et au comité de l'initiative.

La position des partis politiques est claire: seule l'UDC ne se prononce pas, sinon, tous les autres rejettent l'initiative. Au Conseil des États, qui a balayé l'initiative en mars, l'UDC s'est abstenue. Le secrétaire général de l'UDC, Martin Baltisser, explique que certains aspects de l'initiative sont en effet problématiques, puisqu'elle est «issue des groupes écologiques de gauche». Mais il n'est pas en mesure de prédire quelle sera l'attitude de la base de son parti lors de la prise de parole. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que le parti est face à un dilemme: pour l'aile économique, l'initiative est bien trop radicale mais la base pourrait y être favorable, comme à chaque revendication visant à limiter l'immigration.

JÜRIG MÜLLER est rédacteur à la «Revue Suisse»